№ 870 — 3e Année. CINQ CENTIMES Vendredi 20 Février 1894

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, № 42
TOURCOING, rue Verte, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

PRIX DES ANNONCES :

ANNONCES	0 fr. 25 la ligne
RECLAMES	0 fr. 50 —
FAITS DIVERS	0 fr. 75 —
LOCALES	1 fr. 00 —

Les annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux *Bureaux du Journal*, 42, rue Nationale, à PARIS, à l'*Agence de Publicité*, place de la Bourse, 10, et à BRUXELLES pour toute la *BELGIQUE* et la *HOLLANDE*, à l'*Agence Havas*, régie générale de publicité générale, 105, boulevard Anspach et 5, rue des Eburons.

TÉLÉPHONE

Elections législatives du 22 février 1894

2e CIRCONSCRIPTION D'AVESNES

Candidat Républicain

E. HERBECQ

Président du Conseil d'arrondissement.

1re CIRCONSCRIPTION DE BÉTHUNE

BASLY

ANCIEN DÉPUTÉ DE LA SEINE

BOURSE DU BOULEVARD

3 0/0 Français	95 75	Ext. d'Esp.	77 7/16
3 0/0 Nouveau	94 90	Rio-Tinto	388 12
Egypte unifiée	496 25	Panama	40 93
3 0/0 Italien	67 35	Russe 1880	— —
5 0/0 Turc	19 70	Alpines	229 12
Chemin ottomaz	81 —	Suez	— —
Hongrois or	96 50	Tharsis	— —
Banque ottomane	631 25	Tendance calme.	

L'AGITATION RÉVISIONNISTE en Belgique

Notre voisine la Belgique traverse actuellement une crise qui pourrait avoir les plus graves conséquences et qui attire sur elle l'attention de l'Europe tout entière.

La classe ouvrière longtemps indifférente à la chose publique, troupeau obéissant jusqu'ici sans se plaindre aux lois injustes qui lui imposaient et lui imposent encore les plus lourds devoirs sans lui reconnaître les droits les plus minimes, est aujourd'hui soulevée par un âpre désir d'égalité et réclame avec une énergie formidable la révision d'une constitution inique et surannée.

Ce mouvement qui menace actuellement de briser toutes les barrières que l'aveuglement consitaire voulait dresser devant lui, ne date cependant que de quelques années. Nous avons assisté à sa naissance dans cette période troublée de 1885 où quelques citoyens résolus, MM. Léon et Alfred Defuisseaux en tête, commencèrent la campagne en faveur du suffrage universel en disant à ces malheureux ouvriers, considérés comme des bêtes de somme, qu'ils étaient des hommes et qu'ils avaient non-seulement le droit d'être traités avec plus de justice et d'équité mais aussi de faire entendre leur voix dans les affaires du pays.

Ce fut pour cette masse ignorante une véritable révélation ; bientôt on vit sortir de son sein des apôtres convaincus allant partout prêcher la grande réforme démocratique, instruisant leurs frères sans se laisser intimider par les menaces ni exciter par les agissements des Pourbaix et autres agents provocateurs que le gouvernement clérical avait jetés au milieu de la population ouvrière dont le réveil commençait à effrayer la bourgeoisie consitaire.

Tous les jours les chefs du parti ouvrier eurent à lutter contre les forces combinées du gouvernement monarchique, du clergé et des compagnies puissantes qui trouvaient bien audacieux que des mineurs, des verriers ou des forgerons osassent réclamer leur part de responsabilité dans la politique nationale.

Nous avons suivi, souvent avec une admiration émue les péripéties de cette lutte patiente, poursuivie sans relâche de la part des ouvriers avec une énergie, une ténacité, une intelligence, un sang-froid et une loyauté qui déconcertaient leurs pires adversaires et rendaient infaillible le succès de leur cause.

Actuellement, la victoire est assurée. Peut-être devront-ils attendre quelque temps encore la réalisation de ce grand acte de justice qu'ils poursuivent, mais le coin a pénétré dans les rangs des classes dirigeantes : sur tous les bancs de la Chambre, à droite comme à gauche, un grand nombre de députés se déclarent partisans de la révision.

Cependantils cherchent vainement l'impulsion du gouvernement. Le président du conseil M. Beernaert, fidèle sujet des évêques, cherche par des moyens détournés à retarder l'échéance inéluctable ; il n'ose point s'opposer de front au mouvement révisionniste, il tergiverse, il hésite au point de commettre cette faute — unique dans les annales parlementaires — de s'abstenir, lui, chef du gouvernement, dans le vote émis il y a quelques jours au sein de la commission dont il fait partie, pour ou contre la revision.

Nous faisons des vœux pour que cet aveuglement, cette pusillanimité du « chancelier de zinc » fasse place à une attitude plus franche, plus correcte, plus digne d'un homme d'Etat ; nous le désirons ardemment pour la tranquillité de la Belgique qui pourrait devenir le théâtre de graves événements si l'entêtement des cléricaux retardait encore la réforme attendue.

Les chefs du parti ouvrier ont jusqu'à présent exercé sur leurs troupes une autorité absolue qui a empêché celles-ci de compromettre leur cause par des manifestations violentes, mais pourront-ils toujours contenir les colères qui grondent sourdement dans les usines et jusque dans les chambrées des casernes ?

Car l'esprit d'indiscipline et de rébellion souffle sur les milices et sur l'armée, et le jour où le gouvernement les appellerait pour défendre la royauté menacée par les colères populaires, c'est probablement du côté du peuple qu'elles se rangeraient.

Paul ASSOIGNION.

Bismarck, Guillaume et Waldersee

III

Pourquoi avec acharnement chercher à diminuer les mérites du Frédéric III ? Quelques-unes de ses idées lui avaient survécu, elles étaient entrées dans l'opinion et M. de Bismarck sentait qu'elles menaçaient son ouvrage. Nous ne saurions attribuer à de mesquines rancunes personnelles les furieuses attaques du chancelier contre ceux qui furent les amis et les confidents de l'empereur défunt : en poursuivant M. de Geffeken, en accusant sir R. Morier, c'était moins la mémoire de Frédéric que ses tendances gouvernementales que M. de Bismarck voulait atteindre.

Pendant le séjour franco-allemand, sir Robert Morier représentait l'Angleterre à Darmstadt ; on voulut montrer un des amis de Frédéric, un des piliers de la cour britannique traînant l'Allemagne, et les journaux officieux de M. de Bismarck affirmèrent, sur le rapport d'un officier subalterne, que le 9 décembre 1890, sir Morier, par une dépêche chiffrée adressée en Angleterre, avait averti Bazaine de la conversion à gauche de l'armée allemande sur la Moselle.

La presse anglaise bondit sous l'injure et traita durement M. de Bismarck. A Berlin on n'en revenait pas. On trouvait que le chancelier s'engageait bien imprudemment dans une voie sans issue.

Mais ayant écrit dans son rapport sur l'affaire Geffeken que, du vivant de Guillaume, il avait dû se garder de confier des secrets d'Etat au bronzinit Frédéric de peur qu'il ne les révélât à l'Angleterre, l'incident Morier venait, dans l'esprit du chancelier, comme une preuve à l'appui de son accusation.

Frédéric III avait donc trahi l'Allemagne ? En vérité, c'était aller trop loin. Sir R. Morier se défendait dignement, tandis que le comte Herbert de Bismarck, porte-voix paternel, exagérait encore l'insolence du chancelier. Le frisonnal de l'empire, ne put cependant se décider à juger M. de Geffeken. Il abandonna les poursuites. Les trais restaient à la charge de l'Etat. M. de Geffeken était remis en liberté après quelques jours d'emprisonnement et de tortures morales. Quel camouflet pour M. de Bismarck !

La décision fut connue le 5 janvier 1888 : le même jour, pour en adoucir peut-être l'amertume, le *Moniteur de l'Empire* publiait un rescrit impérial adressé à M. de Bismarck, où on lisait : « C'est une consolation et une joie pour moi que de vous savoir prêt à me donner votre fidèle assistance... J'espère que Dieu m'accordera la faveur de travailler longtemps encore avec vous... »

Les négociations coloniales se poursuivaient avec l'Angleterre et ne paraissaient pas avoir trop à souffrir du coup-coup de l'affaire Morier. Les intérêts sont des réalités et les sentiments des chimères pour le gouvernement britannique ! Le chancelier, très souffrant, se faisait conseiller par le docteur Schweninger un repos qu'il désignait de prétexte, les uns prétendent accélérant aux surprises. L'affaire Geffeken, qu'on croyait finie, recommençait par la publication inattendue du texte de l'acte d'accusation dressé contre un présumé *coupable innocent*. Un ministre de la justice, M. Friedberg, impuissant à empêcher ce scandale, mais désireux de repousser toute solidarité avec des hommes s'obstinant à flétrir la mémoire de Frédéric III, donnait un démissionnaire.

Trois jours après, chez le général de Waldersée, dans une réunion où se trouvaient, entre autres, MM. de Puttkamer, le comte de Wesdehlen, le comte Eulenbourg, le docteur Stocker et M. Kouel, on civilisait la situation et on constatait que M. de Bismarck devenait insupportable. N'était-ce pas lui qui soulevait constamment des scandales et affaiblissait le prestige de la couronne ? Il fallait agir sur l'esprit de l'empereur pour qu'il opposât désormais plus de résistance au chancelier sur le terrain des affaires diplomatiques.

La presse anglaise fit portait des coups terribles. Dans l'article de la *Contemporary revieu*, « le dynamiteur de Berlin » on ne gardait plus aucun ménagement. Le comte Herbert y était traité de scélérat ; l'esprit droit, pour lequel « la femme tient le milieu entre une vache laitière et un souillon » « ... puissant aujourd'hui, parce que quand il parle chacun entend l'écho de la voix de son père ». Mais le prince tombé, disparu, il ne reste rien du fils que le souvenir de ses insolences. Les Bismarck étaient représentés comme capables de tous les crimes de nature à seconder leurs projets, et, on lisait dans l'article anglais, cette phrase terrible : « Il est de notoriété publique que les tentations suggérées par le cancer qui rongeait la gorge du malade de San Remo ».

En rendant M. de Bismarck responsable des mauvais traitements infligés à l'impératrice Frédéric, la presse anglaise refroidit un rapprochement entre les cours de Berlin et de Londres. La disgrâce du chancelier devait être évidemment le signal de la plus touchante des réconciliations familiales.

M. de Waldersee venait d'être nommé, par l'empereur, membre *à vie de la Chambre des seigneurs* de Prusse. Il semblait que ce qui élevait Waldersee affaiblissait le chancelier. La *Courrier de Hanovre*, organe de M. de Bennigsen et la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, s'employaient à l'ire diversion à ce sentiment général. Jamais, à leur avis, le chancelier n'avait été aussi puissant. Jadis, il est vrai, une conspiration avait été organisée pour provoquer la chute de M. de Bismarck. Frédéric III ne s'en était pas aperçu ; mais, le nouvel empereur, Guillaume II, s'avait pas oublié le vieil et il avait déjoué toutes les intrigues. Bismarck resterait le pôle-drapeau autour duquel il faudrait se ranger dans la bataille. Sans doute les derniers scandales avaient produit mauvais effet, mais, quand on connaîtrait le dessous des cartes, on s'inclinerait devant le génie du chancelier.

La disgrâce du docteur Stocker semblait donner raison aux officieux de M. de Bismarck. L'agitateur anti-sémite, l'ardent prêtre Stocker était trop tiré sur la corde ; il se trouva par terre sans avoir eu le temps de s'en douter. A force d'appeler l'impératrice « « chère amie » et de caresser paternellement les joues des jeunes princes, il avait agacé l'empereur qui lui donna à entendre que les fonctions de prédicateur à la cour étaient incompatibles avec celle d'agitateur politique et qu'il entendait être par conséquent par sa familiarités.

Les journaux discutaient ouvertement la question de la succession de M. de Bismarck, Puisque le chancelier était malade, puisqu'il voulait se reposer, il était qu'il s'inquiétât de mettre les choses sur successeur au courant des affaires de l'empire. Le comte Herbert n'était vraiment pas de taille à remplacer avantageusement son père. Les uns le voulaient pour Waldersee, les autres pour Bennigsen. Quelques-uns prétendaient que Guillaume se résoudrait à renvoyer M. de Bismarck. Mais ce parti lui que de ma mort » aurait qu dire le prince-chancelier. »

L'incertitude s'accroissait, on décidait à rentrer en Allemagne ; elle croyait donc n'avoir plus rien à craindre de Bismarck. C'est le calme qui précède les grandes tempêtes. Le 30 mars, l'empereur dîna chez Waldersee ; il tient si fort au chef du grand état-major ! Le 29, Guillaume assiste chez M. de Bismarck à un dîner parlementaire ; il veut se mettre directement en rapport avec la représentation nationale. Il décore un député du Centre, comme pour en tendre compatriotes et féodales. On sent qu'il va se produire une évolution dans les partis allemands. On accumule avec frénésie les projets d'aggravation de la loi contre les socialistes, projetée par le gouvernement. Les choses ne peuvent plus longtemps durer ainsi.

Séparez-vous de M. de Bismarck, dit M. de Waldersee. Renvoyez M. de Waldersee, dit M. de Bismarck.

C'est le général Bronsart de Schellendorf qui paya pour les deux. M. de Bismarck ne l'aimait guère et M. de Waldersee lui reprochait de ne pas être assez docile. Le haut personnel de l'empire va se renouveler, on ne craindra pas de toucher aux grands chefs de l'armée. M. de Roon avait été 14 ans ministre de la guerre ; M. de Kanke, 6 ans ; M. Bronsart de Schellendorf, 6 ans ; mais le temps des longs bans était passé. L'empereur Guillaume a assez patienté, attendu, il va s'affirmer et agir.

(A suivre) Y...

NOS DEPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

Le Conseil Supérieur du Travail

Par dépêche de notre correspondant particulier

Paris, 18 février. — Le Conseil supérieur du Travail a tenu sa séance d'ouverture dans la grande salle des fêtes du ministère du commerce, sous la présidence de M. Jules Roche. Cette salle est très bien aménagée, comme s'il s'agissait d'un petit parlement. A la suite une série de salons sont à la disposition des commissions. Sénateurs et députés, patrons et ouvriers ont commencé à arriver vers dix heures et à faire connaissance les uns avec les autres. On se croyait revenu à des temps anciens, dont l'histoire nous a gardé le souvenir.

Que sortira-t-il de là ? L'avenir seul le dire. *Mais c'était bien une réunion démocratique* ; elle semblait animée des meilleures intentions. Les ouvriers comptent sur une nouvelle de 1789. M. Pierre Legrand est arrivé l'un des premiers, puis MM. Guillemet-Lacour, Jules Simon, Tolain, Thévenet, de Mun, Hector Depasse ; n'oublions pas M. Léon Say, qui, d'une manière générale n'était pas pour ajouter un prestige républicain au Conseil du travail et qui, depuis son escapade d'hier à la Chambre, est encore plus comme un point noir dans le Conseil.

Mais le gouvernement a voulu représenter toutes les nuances. Plus tard le Conseil devien-tra un peu plus démocratique, il faut l'espérer. Nous souhaitons que les ouvriers y soient plus largement représentés. Mais il faut un commencement à toutes choses. C'est déjà une grande hardiesse d'avoir osé constituer ce conseil comme il l'est actuellement. Nous avons la ferme confiance qu'on fera mieux plus tard.

M. Jules Roche, président, entouré de quatre vice-présidents : Chalemel-Lacour, Jules Simon, Mesureur, Léon Say, a prononcé un éloquent discours dont vous recevrez le texte. Il a dit que le Conseil supérieur du travail était convié à une œuvre de bonne foi et de sincérité.

Il a parlé du progrès social, de la Révolution française, de l'œuvre de solidarité et de justice que fait accomplir la République, comme doit parler un vrai ministre républicain.

M. Ribanier, ferblantier, secrétaire de la Bourse du Travail de Paris, avait envoyé la veille sa démission, ne pouvant lire le discours qu'il ne fait plus partie du Conseil et qu'il n'a pas à prendre la parole. Mais comme tout doit se faire dans cette assemblée avec libéralisme et bonne foi, M. Jules Roche lui a donné la parole.

M. Ribanier a dit alors que le Comité exécutif de la Bourse du Travail lui avait imposé sa démission, parce que les ouvriers avaient été choisis par le Gouvernement, au lieu d'être délégués par leurs pairs. Il a ajouté qu'il ne voulait pas se livrer à une manifestation, mais qu'il accomplirait son devoir.

On lui a donné acte de sa déclaration et il a quitté la salle des séances.

M. Prudès, délégué du syndicat des employés du chemin de fer, M. Jean Faroki, membre du conseil des prud'hommes, de Paris. M. Keifer, typographe, délégué de la fédération des travailleurs du Livre, tapissier, membre du conseil des prud'hommes, ont demandé alors successivement la paroles.

Ils ont déclaré, au nom de leurs syndicats, qu'ils ne partageaient point la manière de voir de M. Ribanier.

Ils ont tous reçu de leurs camarades le mandat d'assister aux séances du Conseil supérieur et de prendre part à ses travaux.

On a donné connaissance de la lettre d'excuses de M. Lamendin qui regrette de ne pouvoir assister aux premières séances, retenu dans son département par les circonstances électorales.

Une quatrième question a été ajoutée aux trois questions que vous connaissez déjà. C'est celle d'un office central du travail qu'il s'agirait de créer, comme il en existe en Angleterre.

Les membres se sont alors distribués en quatre commissions : 1° Arbitrage, 2° Salaires 3° Bureau de placement, 4° Office du travail.

Les commissions se sont mises immédiatement à l'œuvre. Elles vont se réunir tous les matins. Souhaitons leur bon courage et la véritable intelligence des problèmes de notre temps ! TISSERAND.

L'approvisionnement des places fortes

Paris, 18 février. — La commission de l'armée vient de se réunir sous la présidence de M. Méziéres.

Elle doit entendre les ministres de la guerre et de l'intérieur sur la question de l'approvisionnement des places fortes.

Le projet du gouvernement impose aux municipalités des places fortes de plus de 40,000 âmes, l'obligation d'entretenir des approvisionnements pour l'alimentation de la population civile pour deux mois.

La dépense est déclarée obligatoire.

La commission, dans sa grande majorité, estime que cette obligation constitue pour les villes en question un véritable supplément d'impôt qu'elles payeraient seules, alors qu'il s'agirait d'un véritable intérêt d'Etat.

La commission voudrait que la dépense fût mise à la charge de l'Etat.

M. TIRMAN A PARIS

Paris, 18 février. — M. Tirman a eu cet après-midi un long entretien avec M. Constans, il a déclaré qu'il était prêt à tenir compte des instructions du cabinet pour la préparation du budget autonome de l'Algérie. Il a ajouté que tout en continuant à se tenir à la disposition du Gouvernement il ne pouvait dissimuler qu'il se sentait fatigué et que sa santé était ébranlée mais il n'a pas parlé de démissionner.

UN SÉNATEUR MALADE

Paris, 18 février. — Le sénateur Rocher est très malade, il est atteint d'une fluxion de poitrine.

Deux Impératrices à Paris

Paris, 18 février. — L'impératrice Frédéric, mère de l'empereur d'Allemagne, accompagnée d'une de ses filles, la princesse Marguerite, devait arriver à Paris à six heures trente-cinq.

A cette heure, une foule énorme s'était rendue à la gare du Nord, mais l'impératrice n'était pas dans la train, son arrivée étant retardée jusqu'à minuit.

En revanche, l'ex-impératrice Eugénie, accompagnée de son fils et d'un envoyé est descendue du train, arrivant de Boulogne.

La foule l'a accompagnée jusqu'à sa voiture. Aucun incident.

L'Agence Havas nous télégraphie : « L'ancien Frédéric a accompagné l'impératrice Eugénie jusqu'à sa voiture. » — Qu'est-ce que cela veut dire ?

Faits Divers Télégraphiques

Dernier courrier arrivant spécialement

UNE VENDANGE. — Paris, 18 février. — C'est la caissière d'un grand café du boulevard, Mme Maisch, qui a gagné le lot de deux cent cinquante mille francs des obligations du Panama.

Mme Maisch est mère de famille ; c'est son mari qui, en toute hâte, est venu lui annoncer hier l'heureuse nouvelle.

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER. — Londres, 18 février. — Une collision s'est produite cette après-midi entre deux trains du chemin de fer métropolitain souterrain près la gare d'Elégnare-Road.

Un train en a abordé un autre au point de rencontre des deux lignes. Plusieurs personnes ont été blessées. Les détails manquent.

Nouvelles Etrangères

Manifestation d'Etudiants en Espagne

Madrid 18 février. — Quelques désordres ont eu lieu hier à Valladolid à la suite de l'élection comme sénateur du recteur de l'Université.

Les étudiants en droit ayant demandé au gouverneur civil de les autoriser de donner une sérénade en l'honneur du nouvel élu, les étudiants en médecine ont manifesté l'intention de s'opposer à cette sérénade.

Afin d'éviter un conflit entre les étudiants, le gouverneur a refusé l'autorisation demandée. A la suite de ce refus, les étudiants ont manifesté leur mécontentement contre le gouverneur en proférant contre lui des menaces de mort.

L'après-midi, ayant rencontré le gouverneur à la promenade, les étudiants l'ont entouré en sifflant frénétiquement et ont opposé une vive résistance aux gendarmes qui venaient le dégager.

Les gendarmes ont alors dégainé et il en est résulté une mêlée au cours de laquelle il y a eu quelques blessés.

L'ordre est rétabli ; toutefois, on craint que ces faits ne se reproduisent aujourd'hui, les professeurs font tous leurs efforts pour calmer les étudiants.

L'HYGIÈNE DES TROUPES

Le rapport de M. de Freycinet

Le Journal officiel d'avant-hier 15 février, publiait un document qui mérite d'attirer non seulement l'attention mais encore l'attention du lecteur français. Nous voulons parler d'un rapport adressé par le ministère de la guerre au président de la République sur les résultats obtenus, au point de vue de la santé des troupes, par l'amélioration des eaux potables et d'autres mesures d'hygiène prises dans les casernes.

Or, ces résultats sont simplement merveilleux.

L'ennemi le plus terrible de nos jeunes soldats, c'était jusqu'à présent la fièvre typhoïde. Son action à peu près constante était si sonnue, si bien établie, qu'on pouvait escompter d'avance du dénombrement, le déchet humain, qui devait se faire, au bout d'un temps donné, dans nos contingents nouveaux.

Guidé par d'anciennes études sur l'hygiène des troupes, science qui a toujours attiré son esprit, M. de Freycinet a voulu du premier corps à corps de fièvre déjà en partie domptée.

Nous ne pouvons mieux faire que de le montrer, que de donner les chiffres mêmes du rapport ministériel.

En 1886 et 1887, avant les améliorations signalées plus haut, le nombre des cas de fièvre typhoïde était de 6,000. Il n'est plus que de 3,200 en 1890. Pour les décès, le chiffre respectif est de 1,000 et 572.

Ainsi, en 1890, la réduction sur le nombre des cas est de la moitié ; elle est du tiers sur le chiffre des décès.

En 1890 est l'année de l'influenza, où, par cette circonstance, se sont aggravés nombre de cas de fièvre typhoïde.

Que serait-ce donc si, sur les 6 que les améliorations se sont pas tous nées et qu'elles n'auront leur plein effet qu'en 1891, il est permis de penser avec l'honorable ministre de la guerre, qu'une fois ces dernières mises, le nombre des cas sera réduit des trois quarts et celui des décès des deux tiers.

Cette prévision, confirmée par les résultats obtenus dans le gouvernement de Paris, où la substitution de la bonne eau à la mauvaise a pu être réalisée dès la fin de 1888.

Nous le répétons, ce sont là de merveilleux résultats, et le ministre peut se dire qu'en sauvant à bien cette campagne et en conservant ainsi à notre France un certain nombre de ses enfants, il a bien mérité de la patrie.

Situation régularisée

Le gouvernement allemand vient d'adresser à tous les Alsaciens-Lorrains émigrés depuis la guerre, sommation d'avoir à rentrer en Alsace-Lorraine sous peine de perdre leur nationalité.

Nos lecteurs n'ignorent pas qu'un grand nombre de jeunes gens, originaires d'Alsace-Lorraine, après avoir fait leur service dans le légion étrangère, se sont rengagés et ont conquis leurs galons de sergent dans les régiments garnisonnés sur le continent français.

Tous ces jeunes militaires ont reçu avis du colonel allemand à Paris leur feuille, déclinant l'offre qui leur était faite.

Feuilleton de l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* 3

BRUNO SPÉRANI

L'AVOCAT MALPIÉRI

Traduit de l'Italien

Par J.-B. COTTEAUX

PREMIÈRE PARTIE

La longue file des or-helines de la *Stella* (1), ces modernes vierges de la mort, élevant vers le ciel leurs voix juvéniles. Et plus loin, l'armée des pauvres, créatures passives, marmottant le rosaire, tenant bon sous la pluie battante.

Le défilé recommença comme il plût à Dieu, en un désordre colossal, par groupes, par lambeaux, égrenant ses membres, ici lentement, là au pas de charge.

Stralia et Malpiéri, séparés de leurs amis, portés en avant et en arrière par le remous, tantôt contraints à s'arrêter, tantôt marchant à petits pas, contemplaient cet étrange spectacle, tout en causant du mort qui était un fieffé clérical, en même temps qu'un des plus grands seigneurs milanais.

Originaire de Milan et curieux de sa nature, Stralia connaissait très bien tout ce monde. Il expliquait à son ami les arbres généalogiques, les alliances, les relations, la situation religieuse et financière des diverses familles aristocratiques représentées aux funérailles, attachées à l'église par tradition et par éducation.

Il contait des anecdotes et mimait l'attitude du comte Jeanfort portant le baldaquin, aux grandes solennités, dans l'église paroissiale dont il était marguillier.

Un bon patriote cependant, — observa Malpiéri avec une certaine impatience, — un *rosminien* (1) de l'antique, à ce que j'ai entendu dire.

Notre Stralia haussa les épaules ; il haïssait les prêtres, voyait dans la religion un éternel attentat à la liberté et il était intransigeant dans ses idées.

Un autre collègue parut à l'improviste près de Vico Malpiéri, qu'il heurta légèrement du coude.

— Eh ! Maître ! bonjour !...

— L'avocat Costanzo... l'avocat Stralia ..

— Bonjour !...

— Bonjour !...

Stralia fut obligé de saluer, mais son salut ressemblait à un défi. Ce Costanzo était un modéré et un catholique à principes.

— Quelles funérailles ! — dit-il, — hein !... Tout va à la dérive ! c'est un vrai malheur ! Vous l'avez bien remarqué du reste : le comte Jeanfort fut un galant homme, un bon patriote, un *rosminien* convaincu. Il appartenait à la partie la plus pure de la génération qui a chassé l'étranger !... En quarante-huit, nous avons fait les barricades ensemble !... quoique Milanais, notre collègue Stralia ne peut s'en souvenir, parce qu'il était à peine né...

— *Je n'étais pas encore né, sans doute ; je suis de cinquante.* Mais j'ai mon père qui sait ses cinq journées, de A à Z !

Il hausse les épaules et s'interrompit. Cela ne valait pas la peine, à son avis, d'insister sur ce point.

(1) *La Stella (l'étoile)*, établissement hospitalier où sont recueillies les pauvres orphelines ; celles-ci qu'on nomme *les Stellines*, assistent aux grandes funérailles des catholiques, des bienfaiteurs de l'œuvre, ou simplement de ceux qui lègnent une somme, en exprimant le désir d'être accompagnées par elles à leur dernière demeure. C'est une espèce de matrice de filles, comme nous en avons de pareil, en France. — Coutume exclusivement milanaise.

(Note du traducteur).

(1) *Rosmini*, philosophe italien, mort en 1860, dont la doctrine avait pour but de ramener les savants à la religion et les catholiques à la science. Il eut *Lamennais* pour adversaire. Il avait été ministre de l'instruction publique de Pie IX, dans le ministère Rossi qui, on le sait, fut assassiné.

Ce fut un des plus grands philosophes du XIXe siècle.

(Note du traducteur.)

Comme s'il ne se fut aperçu de rien, l'avocat Costanzo continua à parler du mort, des sommes importantes qu'il avait laissées par testament à toutes les institutions publiques de bienfaisance, et puis de ses parents survivants, de la bonté, de la générosité de ces seigneurs.

Stralia continuait, mais du bout des dents, ses sourires ironiques habituels, pendant que Vico Malpiéri écoutait attentivement pris d'une curiosité avide, d'une indéfinissable émotion. N'importe quoi, se rapportant à l'aristocratie, intéressait vivement ce démocrate en apparence, ou mieux cet exilé nostalgique de l'aristocratie.

Au loin, au bout du *Corso*, les voix blanches des Stellines montaient doucement dans un mélancolique murmure.

Une vision se dressait dans l'esprit de Vico Malpiéri : la vision de la maison paternelle — une maison patricienne, avec quelques restes de luxe, où, enfant, il avait reçu ses premières impressions, impressions restées vivantes dans le cœur du jeune homme, quoique mêlées à des souvenirs douloureux dans une pauvreté profonde.

En vain s'était-il jeté parmi les démocrates, se reniant lui-même et ses penchants naturels ; en vain s'était-il créé de fréquentes liens ; en vain avait-il embrassé de nouveaux principes ; les instincts restés inébranlables se remuaient, l'entraînaient presque inconsciemment vers ces mêmes sympathies. Et les vulgarités, les petitesses, les besoins cachés, contre lesquels il se heurtait fatalement dans la vie quotidienne, le blessaient de plus en plus cruellement.

Pour résister à ces oppressions du passé, à ces défaillances instinctives, il n'avait que la mémoire des souffrances de ses premières années, des souffrances de sa mère.

Le père de Vico était mort jeune, laissant sa femme et son fils dans une misère noire.

La mère avait élevé son enfant en travaillant et Vico l'avait vue mourir de chagrin et d'épuisement, dans un réduit un et glacé, pendant qu'il terminait ses études de droit, grâce à la charité parcimonieuse d'un parent. En ces jours d'angoisses, dans la révolte généreuse de cette âme vierge et fière, contre ce parent riche qui lui fournissait les moyens d'étudier, pour ne l'avoir plus à sa charge et laissait sa mère dans ce triste état, il s'était senti le cœur plein de mépris et de haine contre la race à laquelle il appartenait. Y combattre les aristocrates, n'était pour lui, venger sa mère.

Ainsi s'était accompli en lui, la scission entre sa raison et ses instincts, entre sa volonté et ses penchants, et la plaie saignait et il souffrait d'autant plus que sa vie en était plus tourmentée, plus ennuyée et sa gloire plus problématique.

— Je suis un peu pressé, — murmura l'avocat Stralia.

— Et moi aussi ! — s'exclama Vico en tressaillant, de l'accent de quelqu'un surpris en défaut, qui a hâte de se justifier.

Ils cherchèrent à percer la foule à et remonter le *Corso*.

Costanzo s'était arrêté avec deux passants et Stralia aspirait ainsi à des dégagements.

Mais à peine avaient-ils fait quelques pas que l'avocat conservateur se trouvait de nouveau près d'eux.

— Le comte Charles Paléari, cousin de ce pauvre comte Jeanfort m'a parlé de vous et de votre discours...

— Ce monsieur maigre aux moustaches grises !

— Oui.

— Curieux ! Que lui importe, à lui ?

Vous avez trop de talent pour que les hommes de valeur de toutes les classes et de toits les partis ne vous observent pas avec intérêt.

Encore une fois, la foule les sépara.

Stralia pressa le pas, entraînant Malpiéri derrière lui.

— Si au moins il nous laissait tranquilles ! Vico ne répondit pas. Il avait sa pensée ailleurs.

— Il te fait la cour, — suggéra le radical, d'un ton tranchant.

Vico sourit, toujours distrait.

Costanzo cherchait à les rejoindre de son pas rapide. Son port altier, hautain, inspirait à beaucoup l'idée de s'enfoncer et de le laisser passer.

— C'est une persécution ! — grommela Stralia, presque à haute voix.

Costanzo s'épanchait.

Il avait vu les dames Candiani : les trois sœurs de Mme Biganzoli.

La cohue les avait rejetées hors du cortège funèbre ; elles étaient furieuses.

— Sont-elles toutes mariées ces Candiani ? — demanda Vico.

— Certes, et quoique pauvres, elles ont fait d'excellents mariages. L'une a épousé le comte Gastoni...

— Un homme ruiné — insinua Stralia, à mi-voix.

— ... Une autre, l'ingénieur Crumer et la troisième, le banquier Fiochi, qui est en passe de devenir millionnaire aussi bien que le Biganzoli. Et toutes, quoique pauvres, ont pu vénérables, à la manière de celui de Joséphine.

Cette pauvre Joséphine, on l'avait, en propres termes, sacrifiée sur l'autel du veau d'or.

Stralia se rebiffa :

— Epargne-moi tes sarcasmes. Biganzoli est notre ami !

Costanzo comprit une parole d'excuse ou plutôt d'ironie : il n'entendait pas l'offenser ; il ignorait leur liaison !

Dit-elle, dans le monde, on parlait, en général, de cette Joséphine, comme d'une femme sacrifiée... condamnée, perdue... Pour lui, il ne voulait pas porter de mauvais jugements ; il ne la voyait presque jamais depuis qu'elle était mariée... A la séance, il l'avait aperçue et elle lui avait paru très changée, mélancolique quoique toujours très belle.

— A propos, — ajouta-t-il, après une pause, et changeant de ton, — l'autre jour les journaux ont fait allusion, en termes un peu vagues, à un vollimportant et à une arrestation ; ce matin on disait que le vol avait été commis dans la maison Biganzoli ; la personne arrêtée serait la femme de chambre. En savez-vous quelque chose ?

La voix du questionneur était calme, simplement curieuse, mais Stralia y sentait un fond de malice.

— Je n'en sais rien — s'écria Malpiéri, et toi ?

Stralia se savait trop bien et avait de mauvais pressentiments ; mais il ne voulait les communiquer à personne, encore moins à Costanzo.

— Bah ! on a exagéré. La Virginie s'est approprié quelques brillants...

Il s'interrompit ; puis il reprit :

— D'abord, il n'est jamais fait grand fond sur cette fille. Elle était trop de l'église et avait pour amant un pas grand'chose, un certain Galliso qui a disparu depuis... longtemps

— Et elle a avoué ? — interrogeat Vico qui s'intéressait excessivement à tout ce qui avait rapport à la signora Joséphine.

— Non. Elle persiste à se dire innocente, comme ils le font tous, mais elle sera forcée d'avouer.

— La signora Joséphine l'aimait bien, à ce qu'il paraît ; elle la traitait presque comme une amie.

— Elle a toujours eu le cœur tendre, la belle Joséphine ! — insinua Costanzo sur un ton quasi lyrique.

Vico lui jeta un regard oblique et plein de réticences.

— Elle m'a toujours semblé naïve, au contraire, et je n'en étais que plus étonné de la voir aussi douce avec cette domestique.

— La femme est un mystère vivant...

A cet instant, Stralia éprouva le besoin impérieux de rejoindre un ami qui s'avançait par la rue Pontaccio.

— Viens, voilà Gatoni qui nous appelle.

Vico ainsi à l'impromptu, comprenant que son ami ne pouvait plus se contenir, Vico se laissa emmener et trouva à peine le temps de saluer Costanzo.

Celui-ci sourit de son petit rire froid.

Le Stralia était, selon lui, un imbécile ; et puis cette attitude lui déplaisait.

— Nous nous reverrons bientôt ! — cria-t-il dans le dos à Malpiéri qui s'éloignait.

Et ce cri qui voulait être une promesse affectueuse résonna méchant comme une menace.

(A suivre). (Reproduction interdite.)